



Josef KONVITZ

# CHANGEMENTS DE PARADIGME

FONDATION POUR  
L'INNOVATION  
POLITIQUE  
*fondapol.org*

Juillet 2020



FONDATION POUR  
L'INNOVATION  
POLITIQUE  
*fondapol.org*

[fondapol.org](http://fondapol.org)



# CHANGEMENTS DE PARADIGME

Josef KONVITZ

FONDATION POUR  
L'INNOVATION  
POLITIQUE  
*fondapol.org*

La Fondation pour l'innovation politique  
est un think tank libéral, progressiste et européen.

Président : Nicolas Bazire

Vice-Président : Grégoire Chertok

Directeur général : Dominique Reynié

Président du Conseil scientifique et d'évaluation : Christophe de Voogd

## FONDATION POUR L'INNOVATION POLITIQUE

*Un think tank libéral, progressiste et européen*

Née en 2004, la Fondation pour l'innovation politique s'inscrit dans une perspective libérale, progressiste et européenne. Par ses travaux, elle vise deux objectifs : contribuer à un débat pluraliste et documenté, et inspirer la décision publique.

**Reconnue d'utilité publique**, la Fondation met gratuitement à la disposition de tous la totalité de ses travaux sur le site **fondapol.org**. De plus, sa plateforme **data.fondapol** permet à chacun de consulter l'ensemble des données collectées dans le cadre des enquêtes. Ses bases de données sont utilisables, dans le prolongement de la politique d'ouverture et de partage des données publiques voulue par le gouvernement. Enfin, lorsqu'il s'agit d'enquêtes internationales, les données sont proposées dans les différentes langues du questionnaire, soit par exemple 33 langues pour l'enquête *Démocraties sous tension*, menée dans 42 pays.

La Fondation peut dédier une partie de son activité à des enjeux qu'elle juge stratégiques. Ainsi, le groupe de travail « **Anthropotechnie** » examine et initie des travaux explorant les nouveaux territoires ouverts par l'amélioration humaine, le clonage reproductif, l'hybridation homme-machine, l'ingénierie génétique et les manipulations germinales. Il contribue à la réflexion et au débat sur le transhumanisme. « **Anthropotechnie** » propose des articles traitant des enjeux éthiques, philosophiques et politiques que pose l'expansion des innovations technologiques dans le domaine de l'amélioration du corps et des capacités humaines.

**La Fondation pour l'innovation politique est indépendante et n'est subventionnée par aucun parti politique. Ses ressources sont publiques et privées.**

# SOMMAIRE

I. 2020, UNE RUPTURE .....	9
II. PARADIGMES ET RÉGULATION DE L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIALE : DE QUOI PARLONS-NOUS ? .....	11
III. LA GOUVERNANCE ÉCONOMIQUE AU XX <sup>e</sup> SIÈCLE : POURQUOI ELLE EST MOINS PUISSANTE ? .....	15
IV. SURVIVRE À UN CHANGEMENT DE PARADIGME .....	18



# RÉSUMÉ

Une ou deux fois par siècle, une crise majeure provoque un changement de paradigme, une transformation de l'ensemble des règles et des hypothèses qui régissent les systèmes économiques et sociaux. Cela se produit lorsque les solutions qui ont fonctionné par le passé ne sont plus efficaces et lorsque de nouveaux problèmes menacent de submerger les institutions sociales et politiques. Un changement de paradigme est un processus lourd qui s'étale sur une période de vingt-cinq à trente ans, période suivie de plusieurs décennies durant lesquelles domine un nouvel ensemble de règles et d'hypothèses. Puis le schéma se répète à nouveau.

Un niveau élevé d'incertitude est un excellent indicateur de la nécessité d'un changement de paradigme. Ce niveau était déjà très élevé après le *krach* financier de 2008. L'augmentation des disparités entre les revenus et entre les régions, le réchauffement climatique et les catastrophes plus fréquentes et plus coûteuses l'ont fait grimper. Lorsque la pandémie s'atténuera – et qui sait quand cela se produira ? –, nous serons vraiment en territoire inconnu. L'incertitude peut être paralysante, surtout lorsque les gouvernements sont censés réagir à plusieurs crises qui se chevauchent. Et une résolution des problèmes secteur par secteur n'apporte qu'un soulagement à court terme.

Cette note n'entend pas livrer un aperçu de ce à quoi ressemblera le prochain paradigme après la pandémie de Covid-19. Ce paradigme sera peut-être axé sur les risques environnementaux et naturels, mais personne ne le sait encore. On se penchera plutôt sur la nature des changements de paradigme, des raisons pour lesquelles les crises sont des périodes de rupture et pour lesquelles le paradigme du XX<sup>e</sup> siècle est mal adapté pour répondre aux défis du XXI<sup>e</sup> siècle, sur la nature de ces défis et la façon de mieux faire face à la transition déjà en cours.



# CHANGEMENTS DE PARADIGME

## Josef KONVITZ\*

Josef Konvitz a pris sa retraite de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) en 2011, où il était directeur de la division « Politique réglementaire ».

Il avait rejoint la division des « Affaires urbaines » en 1992, qu'il a dirigée de 1995 à 2003.

Historien de formation, il a fait partie de la faculté d'histoire de la Michigan State University de 1973 à 1992. Il est professeur honoraire de l'université de Glasgow et titulaire de la chaire à l'Observatoire international Pascal.

## I. 2020, UNE RUPTURE

Les crises mettent en lumière des forces qui étaient auparavant considérées comme acquises et des faiblesses longtemps ignorées. Dans une précédente note pour la Fondation pour l'innovation politique<sup>1</sup>, j'avais déjà souligné la dimension urbaine de la pandémie du Covid-19 comme étant l'exemple le plus récent et le plus spectaculaire d'un risque transfrontalier qui tue et évolue rapidement. C'est avec gravité que nous reconnaissons que les choses ne seront plus jamais les mêmes : nous espérons le meilleur, mais craignons le pire. Lorsque de grandes souffrances prennent les pays au dépourvu, les gens sont divisés entre le désir de revenir à la normale et celui de compenser les vies et les richesses perdues en tentant de changer les choses. Le résultat est minutieusement équilibré. Déjà, en 2018, le journaliste économique britannique Martin Wolf avertissait à propos des échecs des politiques après la crise financière de 2008 : « Une meilleure version du monde d'avant 2008 ne fera tout simplement pas l'affaire. Les gens ne veulent pas d'un meilleur passé, ils veulent un meilleur avenir<sup>2</sup>. » Mais, après 2008, la complaisance, le poids des idées reçues, la réticence à faire confiance aux nouvelles idées et le pouvoir des intérêts particuliers ont empêché le changement de politiques publiques. La même dynamique pourrait bien être à l'œuvre dans les années 2020. Y aura-t-il un élan plus profond vers un changement de paradigme maintenant que nous comptons des morts en plus de la dette ?

1. Voir Josef Konvitz, *Ne gaspillons pas une crise*, Fondation pour l'innovation politique, avril 2020 ([www.fondapol.org/etude/ne-gaspillons-pas-une-crise/](http://www.fondapol.org/etude/ne-gaspillons-pas-une-crise/)).

2. « A better version of the pre-2008 world will just not do. People do not want a better past; they want a better future » [Martin Wolf, « Why so little has changed since the financial crash », *ft.com*, 4 septembre 2018, [www.ft.com/content/c85b9792-aad1-11e8-94bd-cba20d67390c](http://www.ft.com/content/c85b9792-aad1-11e8-94bd-cba20d67390c)].

\* Josef Konvitz vient de publier *Ne gaspillons pas une crise* [Fondation pour l'innovation politique, avril 2020]. Il est également l'auteur de *Cities and Crisis* [Manchester University Press, 2016], ouvrage qui s'appuie sur des décennies de travail académique et d'engagement professionnel dans la gestion de crise.

Avec cette crise du Covid-19, nous sommes confrontés à un moment unique, à une rupture historique entre une période et une autre. Lors d'une telle crise, nous réalisons à quel point les infrastructures sont précieuses et quels sont les risques d'un sous-approvisionnement. Cela va bien au-delà de la production de masques, de ventilateurs et de produits pharmaceutiques, ou du nombre de lits dans les unités de soins intensifs. De nombreux systèmes de télécommunication, de transport, d'approvisionnement en eau, de production et de transmission d'énergie, ainsi que des hôpitaux – certains construits pour durer cent ou cent cinquante ans, d'autres pour vingt-cinq ou cinquante ans – arrivent à la fin de leur cycle de vie utile. En 2006, le coût estimé du renouvellement et de la modernisation sur vingt-cinq ans était de 70 000 milliards de dollars, soit 3,5 % du PIB mondial<sup>3</sup>. Rien de ce montant n'a été investi avant 2020. Il s'agit d'un exemple classique de conjoncture, où une crise survient au croisement de tendances à court et à long terme et d'innovations technologiques majeures.

En 2008, les commentateurs affirmaient que l'État était de retour. Ils l'ont à nouveau proclamé en 2020. Une meilleure réglementation vient généralement après et non pas avant la catastrophe, mais, pour sortir de la récession, les entreprises vont plaider pour une suppression des réglementations. Pour certains, surtout à droite, le retour de l'État devrait être temporaire ; pour d'autres, essentiellement à gauche, ce rôle plus important de l'État devrait être permanent. Tous deux semblent oublier ce qu'affirmait Friedrich Hayek dans les années 1960 : ce n'est pas le *quantum* de la réglementation qui importe, mais ce qui est réglementé<sup>4</sup>. Il vaut mieux avoir un haut niveau de réglementation sur les objets adéquats qu'une réglementation légère sur tous les objets. On peut dire la même chose des déficits : ce qui compte, c'est l'utilisation de l'argent. Les pressions exercées après 2008 pour réduire les déficits en diminuant les dépenses et les investissements ressortiront à maintes reprises dans les enquêtes post-pandémie sur la dotation en personnel des hôpitaux, sur la production et le stockage de fournitures médicales, ainsi que sur la formation et l'embauche de personnel médical. Vouloir changer l'avenir à court terme après 2008 a été l'erreur la plus coûteuse de toutes.

Ce qui peut sembler technique est en fait très politique car des sommes énormes sont en jeu. Les décisions prises maintenant et dans les années à venir auront des effets considérables, modifiant puis verrouillant des facteurs de développement et des structures territoriales qu'il sera très difficile de changer une fois mis en place. Après 2008, il y a eu à la fois des échecs politiques et des défaillances du marché. Il n'y a pas de marge d'erreur cette fois-ci.

3. Voir OCDE, « Infrastructure to 2030. Telecom, Land Transport, Water and Electricity », juin 2006 ([https://read.oecd-ilibrary.org/economics/infrastructure-to-2030\\_9789264023994-en#page1](https://read.oecd-ilibrary.org/economics/infrastructure-to-2030_9789264023994-en#page1)).

4. Voir Friedrich A. Hayek, *La Constitution de la liberté* [1960], trad. Raoul Audouin, Institut Coppet, 2019 (<https://editions.institutcoppet.org/ebooks/Hayek-Constitution.pdf>).

Nous avons besoin d'un meilleur modèle de gouvernance économique qui préserve les avantages d'un ordre économique libéral ; il est nécessaire de protéger les personnes là où elles vivent, celles-là même qui, selon les mots du 28<sup>e</sup> président américain Woodrow Wilson, « ne peuvent pas modifier, contrôler ou faire face aux conséquences des grands processus industriels et sociaux<sup>5</sup> ». Wilson a d'ailleurs joint l'acte à la parole, en faisant ce qui était alors considéré comme impossible : fonder la Réserve fédérale des États-Unis (Fed), créer les bases de l'État régulateur moderne, réduire les tarifs douaniers, organiser l'aide alimentaire aux États neutres pendant la Première Guerre mondiale et fonder la Société des nations. La lutte entre régimes autoritaires et régimes libéraux, et entre économies de marché et économies contrôlées qui, en son temps, a encadré ce que l'on peut appeler la « deuxième guerre de trente ans » (1914-1945), a façonné le paradigme qui est devenu dominant à la suite de cette grande crise. Wilson était plus attentif aux tendances à long terme qu'aux événements majeurs. Aujourd'hui, il serait probablement à l'origine de la création d'un programme multinational différent : idéaliste mais pas utopique. Un changement de paradigme visant à modifier les priorités doit avoir une vision inspirante. Elle commence par les faits et les valeurs qui permettent de les interpréter.

## II. PARADIGMES ET RÉGULATION DE L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIALE : DE QUOI PARLONS-NOUS ?

Les paradigmes nous sont nécessaires. Personne ne peut individuellement penser une philosophie complète ni créer un cadre de règles et de codes. Ceux-ci sont appris, généralement sans que l'on porte sur eux un regard critique. La valeur d'une civilisation est précisément de transmettre un cadre à peu près adapté à l'époque et d'assimiler les leçons de l'expérience à propos des systèmes économiques, sociaux, politiques et environnementaux qui, parce qu'ils sont intrinsèquement dynamiques, sont susceptibles d'échouer. Les paradigmes paraissent généralement abstraits lorsqu'ils sont écrits, voire idéalistes, mais ils sont en fait éminemment pratiques, composés d'outils dont l'efficacité a été prouvée, ou dont les gens pensent qu'ils fonctionneront. L'objectif essentiel de chaque paradigme est que les gens aient confiance dans le fait que ce qu'ils font est juste et va dans la bonne direction.

5. « [...] the consequences of great industrial and social processes which they can not alter, control, or singly cope with. » (Woodrow Wilson, « First Inaugural Address », 4 mars 1913, [https://avalon.law.yale.edu/20th\\_century/wilson1.asp](https://avalon.law.yale.edu/20th_century/wilson1.asp)).

Les paradigmes sont des systèmes de résolution de problèmes très puissants. Ils sont composés de principes de base qui définissent les priorités des individus et des sociétés, et de techniques et de méthodes spécifiques qui peuvent ensuite être appliquées aux problèmes au fur et à mesure qu'ils se posent. Quand ils veulent accomplir quelque chose, la plupart des gens se soucient davantage de l'application des principes clés que de ces principes eux-mêmes. Les paradigmes nous permettent de gérer la complexité, en rendant la résolution des problèmes plus facile, plus simple. Ils permettent de concentrer les énergies, de réduire l'incertitude, de libérer la créativité, de fixer des priorités mais dans un cadre d'objectifs convenus. Les paradigmes sont intériorisés dans les normes et les valeurs, exprimés dans les politiques, les lois et les règles, et mis en œuvre dans les institutions et les organisations. Les paradigmes fonctionnent beaucoup plus efficacement par le biais d'une conformité volontaire que par la contrainte, la sanction ou la répression.

Chaque paradigme dominant qui concerne la régulation économique et sociale est fondé non seulement sur l'espoir de réaliser quelque chose de formidable, mais aussi sur la crainte de quelque chose de terrible à éviter. Cette association d'espoir et de peur est le mécanisme qui donne de la cohérence à un paradigme sur ce qui devrait ou ne devrait pas être réglementé par le gouvernement pour que l'économie, la société et le système politique continuent à progresser vers un objectif commun. « Il n'y a pas d'espoir sans crainte ni de crainte sans espoir<sup>6</sup> », a écrit le philosophe Baruch Spinoza, qui soulignait également notre tendance à vouloir croire en ce que nous espérons, et notre résistance à croire que ce que nous craignons pourrait être vrai<sup>7</sup>. Il existe un équilibre délicat entre la crainte et l'espoir ; il se peut toutefois que ce soit la crainte plus que l'espoir qui encourage les gens à faire ce qu'ils doivent faire.

Un paradigme définit toujours la sécurité que recherche une société. Il ne suffit pas de définir ce à quoi elle aspire en termes positifs : la clé pour connaître l'objectif vers lequel une société tend est de savoir ce qu'elle craint le plus, sa *némésis*. Au XIX<sup>e</sup> siècle, la poursuite du progrès séculaire guidait l'initiative publique et privée. Avant, au XVII<sup>e</sup> siècle, les sociétés s'évaluaient en fonction de critères religieux et moraux. Dans les sociétés occidentales actuelles, la priorité est la sécurité économique, basée sur plus de croissance et moins de chômage, par crainte que moins de croissance et plus de chômage rendent la société moins stable et les États plus vulnérables. Ainsi, les objectifs économiques sont devenus une sorte de méta-réglementation, et cela ne concerne pas seulement l'économie mais aussi la structure sociale et le système politique. De nouveaux classements de pays, basés sur un mix d'indicateurs de qualité de vie, existent parallèlement au PIB et aux mesures économiques mais ils ne les ont pas encore remplacés.

6. « Non dari spem sine metu neque metum sine spe » [Baruch Spinoza, *Éthique*, III, Définition des affections, XIII, « Explications », trad. Ch. Appuhn, Garnier-Flammarion, 1965, p. 202].

7. Josef Konvitz, *Cities and Crisis*, Manchester University Press, 2016, p. 227.

Un changement de paradigme se produit lorsqu'une société redéfinit ses espoirs et ses craintes, généralement dans le creuset des crises. C'est pourquoi la tension entre la santé et le travail dans la pandémie est si forte : deux définitions rivales de la sécurité, l'une plus ancienne, l'autre plus récente, sont en jeu. J'utilise volontairement le terme « rivales », car pour se protéger contre certains risques, on s'expose à d'autres. C'est cela qui est au cœur du dilemme que l'on vit dans de nombreux pays entre le retour au travail et le maintien en confinement, et c'est pourquoi certains hommes et femmes politiques proclament que le remède – le confinement – est pire que la maladie parce qu'il donne lieu à une crise économique. Non seulement le paradigme dominant, orienté vers un faible taux de chômage, est mis à rude épreuve par la pandémie, mais les séquelles risquent aussi d'engendrer davantage de problèmes sociaux, ce qui fragilisera encore davantage le paradigme dans une sorte de spirale descendante. D'un point de vue économique, il s'agit de faire des compromis, de trouver le moment où l'on peut assouplir ou mettre fin au confinement et aux restrictions sans générer de charges ingérables sur le système de santé.

Nous savons mieux envisager la santé d'un point de vue économique qu'envisager l'économie si la sécurité est redéfinie de manière à placer la santé et l'environnement comme les principaux risques pour la stabilité sociale et la sécurité politique. Je n'affirme pas que la protection contre les risques pour la santé ou contre les risques liés au changement climatique est plus importante que la protection contre l'effondrement économique et le chômage, mais je dis que la tolérance de la société à l'égard des catastrophes environnementales et sanitaires est devenue plus étroite – les risques que nous avons vécus dans le passé sont désormais inacceptables – et que le paradigme du XX<sup>e</sup> siècle, qui s'articule autour de la sécurité économique, ne peut générer à lui seul de solutions crédibles.

La pandémie combine de nombreuses questions : santé préventive et traitement, inégalité sociale et inégalité économique, mobilité, communication, énergie, qualité de l'air et de l'eau... La liste est longue, et pour chaque question il existe des programmes concurrents, favorisant des réformes dans l'allocation des ressources et la réglementation. Des appels sont lancés en faveur d'une meilleure intégration des politiques intersectorielles. La théorie est logique, mais la coordination doit commencer avant que les politiques soient en place, et non après. L'absence de coordination est aussi un élément qui caractérise le comportement des États : nous avons eu des exemples spectaculaires de ce qui fonctionne et de ce qui ne fonctionne pas, d'échecs de leadership lorsque des gouvernements ont persisté dans la mauvaise voie alors que cela menait manifestement à la catastrophe. La souveraineté nationale ne changera pas la nature des problèmes auxquels nous sommes confrontés et ne les rendra pas plus gérables.

En 2004, l'historien Stanley Hoffmann écrivait que, des décennies après la Seconde Guerre mondiale, nous nous trouvons « dans un troisième univers de peurs : universelles, omniprésentes, mondialisées », citant non seulement les armes de destruction massive que « même les petits États peuvent produire et exporter dans le monde entier, mais aussi les fléaux mondiaux tels que les épidémies, le trafic de drogue et d'armes et, bien sûr, les terroristes ». Ce qui est commun aux États nations, quelle que soit leur taille, est leur capacité limitée à contenir ces risques<sup>8</sup>. Nous ne savons que trop bien ce que nous craignons. Comment pouvons-nous contrôler la peur en créant un cadre pratique qui assure notre sécurité ?

Nous avons connu des situations similaires, mais pas récemment. À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, à la suite d'épidémies de choléra (Hambourg) et de typhoïde, ou à la suite d'incendies de masse (Boston, Chicago, Baltimore), les responsables municipaux et les ingénieurs ont compris que si une ville entière ne pouvait pas être reconstruite sur des lignes plus sûres, même les plus riches seraient en danger. Des fondations philanthropiques, des organisations civiques, des scientifiques, des ingénieurs soucieux du bien public et une fonction publique professionnelle ont conçu et mis en œuvre ensemble des réglementations en matière de santé et de sécurité qui s'appliquaient à tous. La définition de l'intérêt public transcendait les droits de propriété individuels qui, jusqu'alors, avaient limité le pouvoir réglementaire de l'État ; les lois ont dû être modifiées, des procès ont été gagnés ; certains partis politiques au pouvoir ont perdu des élections. Les maladies infectieuses, les pénuries alimentaires, le chômage élevé et la criminalité concentrée dans les villes ont reculé. Au milieu du XX<sup>e</sup> siècle, la théorie économique appliquée a soutenu un paradigme basé sur la croissance économique urbaine et sur des taux élevés de migration et de mobilité de la main-d'œuvre. Aujourd'hui, plus de 75 % de la population des pays à revenu moyen et élevé vivent dans des zones urbaines.

Nous ne devons pas avoir peur d'un changement de paradigme. Même si cela peut être difficile et stressant, les dirigeants politiques vont être appelés à prendre des décisions qui ne seront peut-être pas populaires et rompront avec ce qui a précédé. Aujourd'hui, il ne reste pas de survivant parmi ceux qui ont une part active au dernier changement de paradigme, celui qui a suivi la Grande Dépression, mais les mémoires et les traités de ceux qui en étaient les acteurs sont d'une lecture intéressante. L'histoire peut nous guider. Le monde occidental a connu plusieurs changements de paradigmes spectaculaires depuis le XVII<sup>e</sup> siècle. Une fois achevés – entre vingt-cinq et trente ans environ –, les changements de paradigme inaugurent une période plus longue de développement plus stable jusqu'à ce qu'ils perdent à leur tour leur puissance. Un changement de paradigme réussi a aidé l'Europe à surmonter les obstacles dans le passé. Cette histoire devrait nous inspirer aujourd'hui.

8. Voir Stanley Hoffmann, « Thoughts on Fear in Global Society », *Social Research*, 2004, vol. 71, n° 4, p. 1023-1036.



### III. LA GOUVERNANCE ÉCONOMIQUE AU XX<sup>e</sup> SIÈCLE : POURQUOI EST-ELLE MOINS PUISSANTE ?

Comme l'écrivait l'urbaniste britannique Peter Hall, un paradigme définit « non seulement les objectifs de la politique économique et le type d'instruments qui peuvent être utilisés pour les atteindre, mais aussi la nature même des problèmes qu'ils sont censés résoudre<sup>9</sup> ». Le paradigme dominant dans une grande partie du monde mesure le changement par rapport au taux de croissance, au PIB et à l'emploi. Il a connu une longue et bonne période depuis la Grande Dépression, permettant de sortir des millions de personnes de la pauvreté, de supprimer l'impact des récessions et d'améliorer le niveau de vie. Ces dernières années, cependant, ce paradigme a également creusé l'écart entre les régions, entre celles en tête de file de la productivité et celles à la traîne, qui ne rattraperont peut-être jamais leur retard.

Nous décrivons les villes comme des moteurs économiques. Mais les comparer à des boîtes noires serait peut-être une meilleure métaphore car les économistes mesurent leur production mais n'observent pas ce qui se passe à l'intérieur. Les modèles économiques basés sur des unités nationales ne peuvent pas aider les décideurs à analyser les nombreuses variables qui rendent une ville différente d'une autre. Par conséquent, la politique économique nationale, qui opère par le biais de secteurs *top-down*, est indifférente aux besoins de villes et de régions particulières. Au mieux, dans notre paradigme actuel, le changement spatial est une variable dépendante, quelque chose qui se produit à la suite d'autres politiques sur les taux d'intérêt, le bien-être social, le transport, l'énergie, la fiscalité, les marchés du travail, l'immigration ou même l'innovation.

La raison pour laquelle la politique macroéconomique est peu sensible à la dimension spatiale est simple : les politiques macroéconomiques et structurelles classiques partent du principe que le changement spatial est lent, du moins par rapport aux tendances économiques et aux cycles politiques, et qu'il est donc largement hors de propos dans l'élaboration des politiques macroéconomiques. L'action gouvernementale est plus souvent corrective, s'attaquant à des conditions que les politiques antérieures ou les forces du marché ont aggravées, plutôt que proactive.

Les politiques n'ont pas intégré le fait que le changement spatial, principalement dû à la croissance urbaine rapide, s'est accéléré avant même que le public prenne conscience du changement climatique. Rien qu'en France, les gens en perçoivent

9. « ... not only the goals of policy and the kind of instruments that can be used to attain them, but also the very nature of the problems they are meant to be addressing » (Peter A. Hall, « Policy Paradigms, Social Learning, and the State: The Case of Economic Policymaking in Britain », *Comparative Politics*, vol. 25, n° 3, avril 1993, p. 279, [https://scholar.harvard.edu/files/hall/files/hall1993\\_paradigms.pdf](https://scholar.harvard.edu/files/hall/files/hall1993_paradigms.pdf)).

de nombreux aspects : croissance périurbaine, déclin des petits centres urbains, érosion côtière, déforestation, parcs logistiques et complexes commerciaux sur des sites vierges, insuffisance de l'offre de nouveaux logements dans les zones de demande et abandon dans les zones de déclin, pavage d'espaces verts, construction de lignes ferroviaires à grande vitesse et d'autoroutes, tout cela au cours des quarante dernières années. Pour ne citer qu'un chiffre : entre 1990 et 2000, l'augmentation des surfaces artificielles pour les logements, les parcs urbains, l'industrie et les transports dans les vingt-sept États membres de l'Union européenne a été d'environ mille kilomètres carrés par an, dépassant la taille de Berlin et augmentant à un rythme quatre fois supérieur à la croissance démographique. Hormis les nouvelles infrastructures, une grande partie de cette augmentation s'est faite de manière progressive et sans aucun effort pour évaluer l'effet cumulatif, notamment sur l'énergie et l'eau.

L'hypothèse selon laquelle le changement spatial est lent, peut-être recevable autrefois, ne l'est plus aujourd'hui. Le changement spatial – que l'on peut également appeler changement environnemental – s'est accéléré au cours des dernières décennies et il est devenu lui-même un moteur d'autres développements politiques. Cela explique une partie du décalage entre les objectifs de la politique économique et les problèmes auxquels sont confrontés les décideurs politiques.

Nous devons faire face au coût de la lutte contre la pandémie de Covid-19 avant d'avoir réparé les dégâts économiques et sociaux de la crise financière de 2008. En 2008 ou en 2020, de nombreux pays avaient des économies performantes au début de la crise, d'autres étaient plus fragiles, mais presque tous ont subi un choc. Lorsque la pandémie de Covid-19 a éclaté, le taux de croissance économique, bien que toujours positif, était environ la moitié de ce qu'il était avant 2008. Dans la plupart des pays occidentaux, dont les États-Unis, la richesse des ménages en termes réels n'a pas augmenté depuis près de vingt ans. Le PIB a chuté de 2,7 % aux États-Unis et de 4,2 % dans l'Union européenne en 2009 ; la baisse sera plus importante en 2020. Non seulement le PIB par habitant était plus bas en 2011 qu'en 2007 dans tous les pays du G7 (excluant l'Allemagne), mais, dans de nombreux États, le revenu moyen des ménages n'était pas plus élevé en 2018 qu'en 2000. Pour la première fois depuis un siècle, le revenu moyen des jeunes Américains a cessé d'augmenter plus rapidement que celui de leurs parents<sup>10</sup>. Les disparités régionales au sein des pays sont plus importantes, et ne se corrigent pas d'elles-mêmes par

10. Voir Aida Caldera-Sánchez, Alain de Serres et Naomitsu Yashiro, « Reforming in a difficult macroeconomic contest: A review of the issues and recent literature », *OECD Economics Department Working Papers*, n° 1297, 21 avril 2016 (<https://www.worldscientific.com/doi/10.1142/S1793993317500028>), et Aida Caldera Sánchez, Alain de Serres, Filippo Gori, Mikkel Hermansen et Oliver Röhn, « Strengthening Economic Resilience: Insights from the Post-1970 Record of Severe Recessions and Financial Crises », *OECD Economic Policy Paper*, n° 20, décembre 2016 ([www.oecd.org/economy/growth/Strengthening-economic-resilience-insights-from-the-post-1970-record-of-severe-recessions-and-financial-crises-policy-paper-december-2016.pdf](http://www.oecd.org/economy/growth/Strengthening-economic-resilience-insights-from-the-post-1970-record-of-severe-recessions-and-financial-crises-policy-paper-december-2016.pdf)).

des mesures économiques classiques<sup>11</sup>. Dans le même temps, de nombreuses villes et régions sont exposées à des catastrophes auxquelles elles ne sont pas préparées et qui, depuis 1990, sont plus fréquentes et plus coûteuses.

Nous sommes donc pris dans un dilemme. La croyance en la prospérité, clé de voûte du paradigme du XX<sup>e</sup> siècle, n'est plus convaincante pour beaucoup. La croissance peut exacerber les problèmes régionaux, urbains et environnementaux, mais sans croissance, le coût de la lutte contre le réchauffement climatique, sans parler du vieillissement de la population, des nouveaux problèmes de santé ou de la révolution de l'intelligence artificielle, sera plus difficile à supporter. La lutte pour concilier les objectifs économiques et environnementaux est un effort intellectuellement sophistiqué, marqué davantage par des « compromis » que par des résultats « gagnant gagnant ». Ceux-ci ne sont pas très satisfaisants pour beaucoup de personnes qui n'ont jamais joui de l'abondance et qui peuvent trouver un attrait au populisme et à un leader fort, conduisant à la centralisation de la prise de décision dans des régimes non démocratiques et autoritaires.

Chaque dimension majeure de la pandémie a attiré l'attention sur des problèmes qui nécessitent des cartes ainsi que des graphiques, tant la dimension territoriale est importante : télétravail, transport par mer, air, rail, voiture, vélo, disparités raciales et socio-économiques qui expliquent la vulnérabilité des différents groupes, la distribution et la capacité des soins de santé, les chaînes d'approvisionnement, les travailleurs migrants... Et la liste s'allonge si l'on y ajoute toutes les problématiques liées au changement climatique.

Une meilleure gestion de l'espace est devenue impérative. Les politiques macroéconomiques et fiscales, les mesures réglementaires et techniques ainsi que le bon fonctionnement des institutions sont des conditions préalables, nécessaires mais non suffisantes pour aller au-delà de mesures fragmentaires. L'État a toujours été essentiel à chaque paradigme depuis la Renaissance et il a survécu à chaque changement de paradigme. Le paradigme actuellement en place est cependant plus profondément ancré dans le fonctionnement de l'État, qui absorbe aujourd'hui entre 30 et 60 % de l'économie.

L'État a besoin que l'économie soit la plus performante possible, afin de collecter l'impôt et d'éviter de soutenir l'économie par l'endettement. Dans le même temps, l'État est confronté à la nécessité d'investir pour aller vers un nouveau paradigme. Nous avons dépassé l'époque Reagan-Thatcher, où une réduction massive de la taille et du rôle de l'État était alors une option. Des groupes de travail, des conseils et des comités spéciaux peuvent compenser au cas par cas mais ne serviront à rien pour réformer l'organisation du gouvernement afin

11. Voir OCDE, *OECD Regions and Cities at a Glance 2018*, OCDE, 2018 ([https://www.oecd-ilibrary.org/governance/oecd-regions-and-cities-at-a-glance-2018\\_reg\\_cit\\_glance-2018-en](https://www.oecd-ilibrary.org/governance/oecd-regions-and-cities-at-a-glance-2018_reg_cit_glance-2018-en)). Des versions antérieures de cet ouvrage sont parues en 2011, 2013 et 2016.

de faire face à la crise – à court et à long terme – et à la nouvelle norme. Dans tout ce que j'ai lu sur les raisons pour lesquelles un changement de paradigme est à la fois souhaitable et nécessaire, je n'ai lu aucune analyse sur la manière dont un nouveau type d'État est susceptible d'émerger une fois la transition terminée.

#### IV. SURVIVRE À UN CHANGEMENT DE PARADIGME

L'évolution à un an de l'état de l'économie et de l'équilibre géopolitique entre les grandes régions du monde est inconnue. Nos sociétés peuvent se retrouver épuisées, au moment même où un effort important est justement nécessaire si nous voulons adopter des modes de vie et de travail différents et, espérons-le, meilleurs. Même si la pandémie prend fin dans un an ou deux, les effets de la crise nous accompagneront pendant une plus longue période, ce qui aura des conséquences non seulement sur la santé de centaines de milliers de personnes, sur le développement des entreprises et de l'emploi, mais aussi sur les priorités et la réaffectation des ressources. Il faudra des années pour démêler les pièces imbriquées qui soutiennent le paradigme actuel et mettre en place le cadre pour le nouveau. Et, pendant tout ce temps, il n'y aura pas de séparation chronologique nette et visible entre crise et période d'après-crise : seules les années à venir permettront de regarder en arrière et de voir où s'est produit le tournant.

Nous sommes là où nous sommes. L'incertitude macroéconomique, élevée en 2008 et pendant la longue et lente reprise, est maintenant « la plus élevée de l'histoire moderne<sup>12</sup> ». L'incertitude à un niveau intolérable peut être paralysante. Nous sommes confrontés à la perspective que les risques mondiaux, qu'ils concernent les systèmes financiers, le réchauffement climatique et la montée du niveau des mers, la santé ou les réseaux technologiques, ne peuvent être maîtrisés que dans une certaine mesure, leurs effets étant atténués. Cette pandémie a suscité des appels à un rôle plus important de l'État nation tout en mettant en évidence son caractère artificiel dans une crise mondiale. Les unités infranationales – villes et régions – ne sont pas aussi vulnérables mais dépendent de politiques nationales uniformes. L'idée selon laquelle l'Union européenne n'en a pas fait assez coexiste avec les sondages qui parallèlement montrent un plus grand soutien à l'Europe. Il faut faire quelque chose. Mesuré en termes de responsabilités futures, si des mesures préventives et proactives

12. « The global economic outlook is the murkiest in modern history » (Robin Wigglesworth, « Coronavirus creates biggest economic uncertainty in decades », *Financial Times*, 20 avril 2020).

ne sont pas prises, le coût sera colossal. C'est ce qui m'est apparu clairement il y a un an, lorsque j'ai préparé une ébauche de cet essai. La pandémie de coronavirus a rendu la question d'autant plus urgente.

La logique des silos sectoriels et des mesures fiscales de redistribution est dépassée. Les économistes et les épidémiologistes, comme l'a fait remarquer la journaliste britannique Gillian Tett, appartiennent à des communautés distinctes, alors que « presque toutes les décisions importantes des démocraties modernes nécessitent cette analyse qui brise le cloisonnement<sup>13</sup> ». La convergence des disciplines devrait générer des synthèses innovantes et non des choix binaires. Aucun paradigme ne peut fonctionner sans des experts auxquels les gens s'en remettent, qu'il s'agisse des théologiens au XVII<sup>e</sup> siècle, des philosophes au XVIII<sup>e</sup> ou des économistes au XX<sup>e</sup>. Mais la pandémie a remis en question l'autorité des experts. Le port d'un masque pour empêcher la propagation du Covid-19 est ainsi devenu une forme d'expression politique dans certaines régions des États-Unis. Alors, quelles sont les expertises qui feront autorité au XXI<sup>e</sup> siècle ? En attendant la réponse, nous devons améliorer la conception de politiques et de services dans le cadre du paradigme qui existe, non pas parce qu'il fonctionne bien mais parce que nous n'en avons pas encore mis en place de meilleur.

L'histoire des changements de paradigme ne laisse pas de place au doute : ces changements se font par le biais de crises. Il n'existe pas de raccourcis faciles, indolores et peu coûteux. Un changement de paradigme – qui nous oblige à désapprendre des pratiques, des routines, des lignes directrices et des normes que nous pensions supérieures – est tout sauf linéaire et simple ; il peut très bien diviser des générations et des groupes sociaux, mettant ainsi à rude épreuve la cohésion sociale. Le prochain paradigme sera forgé dans ce creuset de pression et de stress. Nous devons être mieux préparés à l'endurer.

Cependant, malgré tout ce qu'elle a coûté en vies humaines et en déficits budgétaires, la pandémie de coronavirus n'a toutefois pas détruit le stock de capital physique ou humain dont dépend notre bien-être futur. Comme l'a fait remarquer Andy Haldane, économiste en chef de la Banque d'Angleterre, dans un appel au soutien du secteur social, la crise a peut-être en fait renouvelé notre stock de capital social, qui est si essentiel à la réalisation de nos objectifs<sup>14</sup>. Nous en aurons besoin.

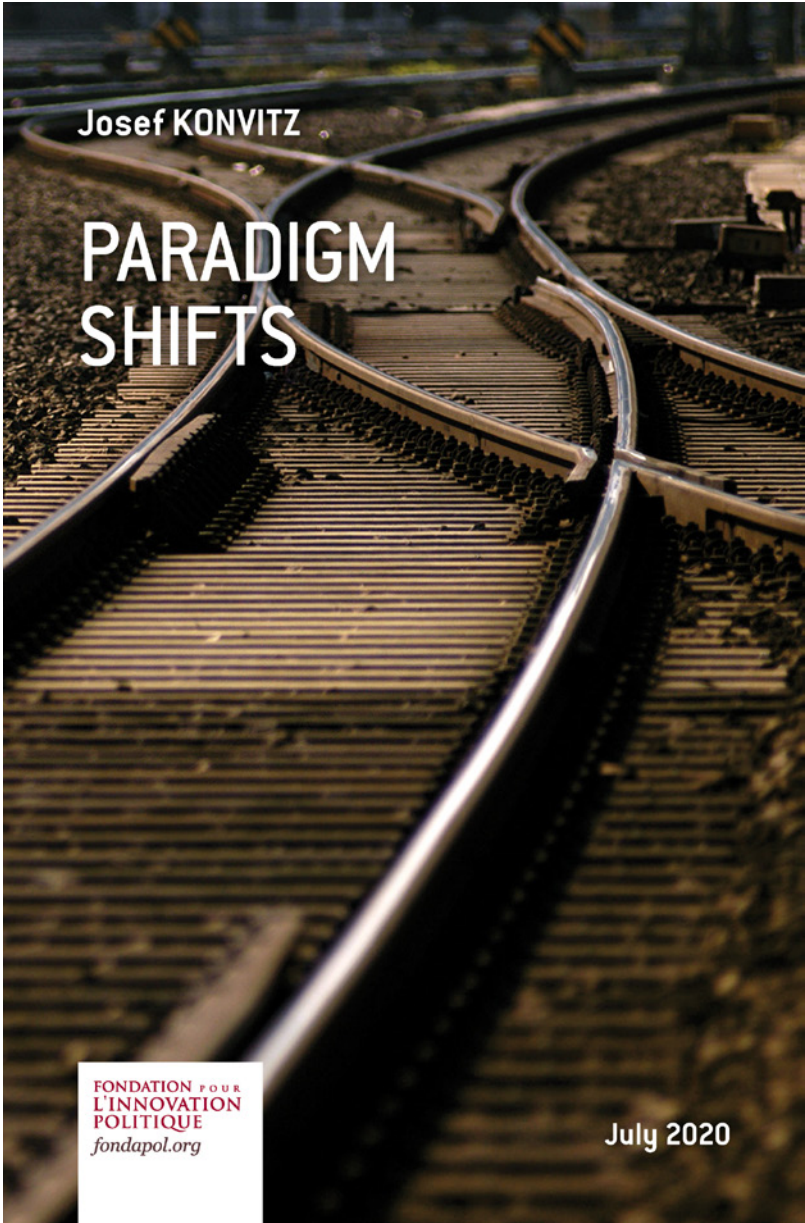
13. « Almost all of the important decisions in modern democracies require this “silo-busting” analysis » [Gillian Tett, « How much should it cost to contain a pandemic? », *Financial Times*, 22 avril 2020].

14. Voir Andy Haldane, « Reweaving the social fabric after the crisis », *Financial Times*, 24 avril 2020.

Beaucoup dépendra de ce qui ressortira comme consensus sur nos plus grands espoirs et nos pires craintes, sur la fixation des priorités. Le prochain grand paradigme doit :

- réduire le niveau d'incertitude ;
- limiter les risques à un niveau tolérable ;
- générer la confiance dans les personnes et les institutions qui gouvernent légitimement et démocratiquement ;
- créer des repères largement partagés pour les comparaisons entre lieux et dans le temps, pour une vision cosmopolite de l'humanité.

Depuis la Renaissance, à plusieurs moments importants, l'Occident s'est réinventé en adoptant un nouveau paradigme qui a amorcé une période majeure de croissance et de développement, en partie en résolvant des problèmes que les gens considéraient comme insolubles et dangereux, en partie en créant des institutions et des cadres moraux qui permettent aux gens de travailler en coopération pour atteindre des objectifs majeurs et communs. Nous en sommes encore là, mais avec une différence importante : notre époque est multipolaire, nos problèmes sont globaux. Dans le passé, l'Occident pouvait agir seul et pour lui-même, et exporter son paradigme vers une grande partie du reste du monde. À présent, son génie stratégique pourrait bien être de développer un paradigme que suffisamment de pays et de personnes dans le monde accueilleront pour les bénéfices qu'il leur apportera.



Josef KONVITZ

# PARADIGM SHIFTS

FONDATION POUR  
L'INNOVATION  
POLITIQUE  
*fondapol.org*

July 2020

Josef KONVITZ

# NE GASPILLONS PAS UNE CRISE

FONDATION POUR  
L'INNOVATION  
POLITIQUE  
*fondapol.org*

Avril 2020

Josef KONVITZ

# DON'T WASTE A CRISIS

FONDATION POUR  
L'INNOVATION  
POLITIQUE  
*fondapol.org*

April 2020



Sous la direction de Dominique Reynié

# OÙ VA LA DÉMOCRATIE ?

UNE ENQUÊTE INTERNATIONALE DE LA  
FONDATION POUR L'INNOVATION POLITIQUE



Edited by Dominique Reynié

# WHAT NEXT FOR DEMOCRACY?

AN INTERNATIONAL SURVEY BY  
THE FOUNDATION POUR L'INNOVATION POLITIQUE





# NOS PUBLICATIONS

***Hongkong : la seconde rétrocession***

Jean-Pierre Cabestan et Laurence Daziano, juillet 2020, 84 pages

***Tsunami dans un verre d'eau***

***Regard sur le vote europe écologie-les verts aux élections municipales de 2014 et de 2020 dans 41 villes de plus de 100 000 habitants***

Sous la direction de Dominique Reynié, juillet 2020, 44 pages

***Innovation politique 2019 (tome 2)***

Fondation pour l'innovation politique, juin 2020, 412 pages

***Innovation politique 2019 (tome 1)***

Fondation pour l'innovation politique, juin 2020, 400 pages

***Covid-19 - États-unis, Chine, Russie, les grandes puissances inquiètent l'opinion***

Victor Delage, juin 2020, 16 pages (disponible en anglais, arabe, chinois et portugais)

***De la distanciation sociale à la distanciation intime***

Anne Muxel, juin 2020, 48 pages

***Covid-19 : Cartographie des émotions en France***

Madeleine Hamel, mai 2020, 17 pages

***Après le Covid-19, le transport aérien en Europe : le temps de la décision***

Emmanuel Combe et Didier Bréchemier, mai 2020, 64 pages

***Avant le Covid-19, le transport aérien en Europe : un secteur déjà fragilisé***

Emmanuel Combe et Didier Bréchemier, mai 2020, 56 pages

***Ne gaspillons pas une crise***

Josef Konvitz, avril 2020, 48 pages

***Retraites : leçons des réformes suédoises***

Kristoffer Lundberg, avril 2020, 64 pages

***Retraites : leçons des réformes belges***

Frank Vandembroucke, février 2020, 64 pages

***Les biotechnologies en Chine : un état des lieux***

Aifang Ma, février 2020, 68 pages

***Radiographie de l'antisémitisme en France***

AJC Paris et Fondation pour l'innovation politique, janvier 2020, 32 pages

***OGM et produits d'édition du génome : enjeux réglementaires et géopolitiques***

Catherine Regnault-Roger, janvier 2020, 60 pages

***Des outils de modification du génome au service de la santé humaine et animale***

Catherine Regnault-Roger, janvier 2020, 56 pages

***Des plantes biotech au service de la santé du végétal et de l'environnement***

Catherine Regnault-Roger, janvier 2020, 56 pages

***Le soldat augmenté : regards croisés sur l'augmentation des performances du soldat***

CREC Saint-Cyr et la Fondation pour l'innovation politique, décembre 2019, 128 pages

*L'Europe face aux nationalismes économiques américain et chinois (3)  
Défendre l'économie européenne par la politique commerciale*  
Emmanuel Combe, Paul-Adrien Hyppolite et Antoine Michon,  
novembre 2019, 76 pages

*L'Europe face aux nationalismes économiques américain et chinois (2)  
Les pratiques anticoncurrentielles étrangères*  
Emmanuel Combe, Paul-Adrien Hyppolite et Antoine Michon,  
novembre 2019, 64 pages

*L'Europe face aux nationalismes économiques américain et chinois (1)  
Politique de concurrence et industrie européenne*  
Emmanuel Combe, Paul-Adrien Hyppolite et Antoine Michon,  
novembre 2019, 60 pages

*Les attentats islamistes dans le monde, 1979-2019*  
Fondation pour l'innovation politique, novembre 2019, 80 pages

*Vers des prix personnalisés à l'heure du numérique ?*  
Emmanuel Combe, octobre 2019, 68 pages

*2022 le risque populiste en France*  
Un indicateur de la protestation électorale  
Dominique Reynié, octobre 2019, 44 pages

*La cour européenne des droits de l'homme, protectrice critiquée des « libertés invisibles »*  
Jean-Luc Sauron, octobre 2019, 72 pages

*1939, l'alliance soviéto-nazie : aux origines de la fracture européenne*  
Stéphane Courtois, septembre 2019, 76 pages

*Saxe et Brandebourg. Percée de l'AfD aux élections régionales du 1<sup>er</sup> septembre 2019*  
Patrick Moreau, septembre 2019, 46 pages

*Campements de migrants sans-abri :  
comparaisons européennes et recommandations*  
Julien Damon, septembre 2019, 68 pages

*Vox, la fin de l'exception espagnole*  
Astrid Barrio, août 2019, 56 pages

*Élections européennes 2019. Le poids des électors  
comparé au poids électoral des groupes parlementaires*  
Raphaël Grelon et Guillemette Lano. Avec le concours de Victor Delage  
et Dominique Reynié, juillet 2019, 22 pages

*Allô maman bobo (2). L'électorat urbain, de la gentrification au désenchantement*  
Nelly Garnier, juillet 2019, 64 pages

*Allô maman bobo (1). L'électorat urbain, de la gentrification au désenchantement*  
Nelly Garnier, juillet 2019, 68 pages

*L'affaire Séralini. L'impasse d'une science militante*  
Marcel Kuntz, juin 2019, 60 pages

*Démocraties sous tension*  
Sous la direction de Dominique Reynié, mai 2019,  
volume I, Les enjeux, 156 pages ; volume II, Les pays, 120 pages  
Enquête réalisée en partenariat avec l'International Republican Institute

*La longue gouvernance de Poutine*  
Michel Eltchaninoff, mai 2019, 52 pages

*Politique du handicap : pour une société inclusive*  
Sophie Cluzel, avril 2019, 44 pages

**Ferroviaire : ouverture à la concurrence, une chance pour la SNCF**

David Valence et François Bouchard, mars 2019, 64 pages

**Un an de populisme italien**

Alberto Toscano, mars 2019, 56 pages

**Une mosquée mixte pour un islam spirituel et progressiste**

Eva Janadin et Anne-Sophie Monsinay, février 2019, 72 pages

**Une civilisation électrique (2). Vers le réenchantement**

Alain Beltran et Patrice Carré, février 2019, 56 pages

**Une civilisation électrique (1). Un siècle de transformations**

Alain Beltran et Patrice Carré, février 2019, 56 pages

**Prix de l'électricité : entre marché, régulation et subvention**

Jacques Percebois, février 2019, 64 pages

**Vers une société post-carbone**

Patrice Geoffron, février 2019, 60 pages

**Énergie-climat en Europe : pour une excellence écologique**

Emmanuel Tuchscherer, février 2019, 48 pages

**Innovation politique 2018 (tome 2)**

Fondation pour l'innovation politique, janvier 2019, 544 pages

**Innovation politique 2018 (tome 1)**

Fondation pour l'innovation politique, janvier 2019, 472 pages

**L'opinion européenne en 2018**

Dominique Reynié (dir.), éditions Marie B/collection Lignes de Repères, janvier 2019, 176 pages

**La contestation animaliste radicale**

Eddy Fougier, janvier 2019, 56 pages

**Le numérique au secours de la santé**

Serge Soudoplatoff, janvier 2019, 60 pages

**Le nouveau pouvoir français et la coopération franco-japonaise**

Fondation pour l'innovation politique, décembre 2018, 204 pages

**Les apports du christianisme à l'unité de l'Europe**

Jean-Dominique Durand, décembre 2018, 52 pages

**La crise orthodoxe (2). Les convulsions, du XIX<sup>e</sup> siècle à nos jours**

Jean-François Colosimo, décembre 2018, 52 pages

**La crise orthodoxe (1). Les fondations, des origines au XIX<sup>e</sup> siècle**

Jean-François Colosimo, décembre 2018, 52 pages

**La France et les chrétiens d'Orient, dernière chance**

Jean-François Colosimo, décembre 2018, 56 pages

**Le christianisme et la modernité européenne (2).**

**Comprendre le retour de l'institution religieuse**

Philippe Portier et Jean-Paul Willaime, décembre 2018, 52 pages

**Le christianisme et la modernité européenne (1).**

**Récuser le déni**

Philippe Portier et Jean-Paul Willaime, décembre 2018, 52 pages

**Commerce illicite de cigarettes : les cas de Barbès-La Chapelle,  
Saint-Denis et Aubervilliers-Quatre-Chemins**

Mathieu Zagrodzki, Romain Maneveau et Arthur Persais, novembre 2018, 84 pages

***L'avenir de l'hydroélectricité***

Jean-Pierre Corniou, novembre 2018, 64 pages

***Retraites : Leçons des réformes italiennes***

Michel Martone, novembre 2018, 48 pages

***Les géants du numérique (2) : un frein à l'innovation ?***

Paul-Adrien Hyppolite et Antoine Michon, novembre 2018, 84 pages

***Les géants du numérique (1) : magnats de la finance***

Paul-Adrien Hyppolite et Antoine Michon, novembre 2018, 80 pages

***L'intelligence artificielle en Chine : un état des lieux***

Aifang Ma, novembre 2018, 60 pages

***Alternative für Deutschland : établissement électoral***

Patrick Moreau, octobre 2018, 72 pages

***Les Français jugent leur système de retraite***

Fondation pour l'innovation politique, octobre 2018, 28 pages

***Migrations : la France singulière***

Didier Leschi, octobre 2018, 56 pages

***La révision constitutionnelle de 2008 : un premier bilan***

Hugues Hourdin, octobre 2018, 52 pages

Préface d'Édouard Balladur et de Jack Lang

***Les Français face à la crise démocratique : Immigration, populisme, Trump, Europe...***

AJC Europe et la Fondation pour l'innovation politique, septembre 2018, 72 pages

***Les « Démocrates de Suède » : un vote anti-immigration***

Johan Martinsson, septembre 2018, 64 pages

***Les Suédois et l'immigration (2) : fin du consensus ?***

Tino Sanandaji, septembre 2018, 56 pages

***Les Suédois et l'immigration (1) : fin de l'homogénéité ?***

Tino Sanandaji, septembre 2018, 56 pages

***Éthiques de l'immigration***

Jean-Philippe Vincent, juin 2018, 56 pages

***Les addictions chez les jeunes (14-24 ans)***

Fondation pour l'innovation politique, juin 2018, 56 pages

Enquête réalisée en partenariat avec la Fondation Gabriel Péri et le Fonds Actions Addictions

***Villes et voitures : pour une réconciliation***

Jean Coldefy, juin 2018, 60 pages

***France : combattre la pauvreté des enfants***

Julien Damon, mai 2018, 48 pages

***Que pèsent les syndicats ?***

Dominique Andolfatto, avril 2018, 56 pages

***L'élan de la francophonie : pour une ambition française (2)***

Benjamin Boutin, mars 2018, 48 pages

***L'élan de la francophonie : une communauté de langue et de destin (1)***

Benjamin Boutin, mars 2018, 48 pages

***L'Italie aux urnes***

Sofia Ventura, février 2018, 44 pages

***L'intelligence artificielle : l'expertise partout accessible à tous***

Serge Soudoplatoff, février 2018, 60 pages

*L'innovation à l'ère du bien commun*

Benjamin Boscher, Xavier Pavie, février 2018, 64 pages

*Libérer l'islam de l'islamisme*

Mohamed Louizi, janvier 2018, 84 pages

*Gouverner le religieux dans un état laïc*

Thierry Rambaud, janvier 2018, 56 pages

*Innovation politique 2017 (tome 2)*

Fondation pour l'innovation politique, janvier 2018, 492 pages

*Innovation politique 2017 (tome 1)*

Fondation pour l'innovation politique, janvier 2018, 468 pages

*Une « norme intelligente » au service de la réforme*

Victor Fabre, Mathieu Kohmann, Mathieu Luinaud, décembre 2017, 44 pages

*Autriche : virage à droite*

Patrick Moreau, novembre 2017, 52 pages

*Pour repenser le bac, réformons le lycée et l'apprentissage*

Fayçal Hafied, novembre 2017, 76 pages

*Où va la démocratie ?*

Sous la direction de Dominique Reynié, Plon, octobre 2017, 320 pages

*Violence antisémite en Europe 2005-2015*

Johannes Due Enstad, septembre 2017, 48 pages

*Pour l'emploi : la subrogation du crédit d'impôt des services à la personne*

Bruno Despujol, Olivier Peraldi et Dominique Reynié, septembre 2017, 52 pages

*Marché du travail : pour la réforme !*

Fayçal Hafied, juillet 2017, 64 pages

*Le fact-checking : une réponse à la crise de l'information et de la démocratie*

Farid Gueham, juillet 2017, 68 pages

*Notre-Dame-des-Landes : l'État, le droit et la démocratie empêchés*

Bruno Hug de Larauze, mai 2017, 56 pages

*France : les juifs vus par les musulmans. Entre stéréotypes et méconnaissances*

Mehdi Ghourigate, Iannis Roder et Dominique Schnapper, mai 2017, 44 pages

*Dette publique : la mesurer, la réduire*

Jean-Marc Daniel, avril 2017, 52 pages

*Parfaire le paritarisme par l'indépendance financière*

Julien Damon, avril 2017, 52 pages

*Former, de plus en plus, de mieux en mieux. L'enjeu de la formation professionnelle*

Olivier Faron, avril 2017, 48 pages

*Les troubles du monde, l'islamisme et sa récupération populiste : l'Europe démocratique menacée*

Pierre-Adrien Hanania, AJC, Fondapol, mars 2017, 44 pages

*Porno addiction : nouvel enjeu de société*

David Reynié, mars 2017, 48 pages

*Calais : miroir français de la crise migratoire européenne (2)*

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, mars 2017, 72 pages

*Calais : miroir français de la crise migratoire européenne (1)*

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, mars 2017, 56 pages

***L'actif épargne logement***

Pierre-François Gouiffès, février 2017, 48 pages

***Réformer : quel discours pour convaincre ?***

Christophe de Voogd, février 2017, 52 pages

***De l'assurance maladie à l'assurance santé***

Patrick Negaret, février 2017, 48 pages

***Hôpital : libérer l'innovation***

Christophe Marques et Nicolas Bouzou, février 2017, 44 pages

***Le Front national face à l'obstacle du second tour***

Jérôme Jaffré, février 2017, 48 pages

***La République des entrepreneurs***

Vincent Lorphelin, janvier 2017, 52 pages

***Des startups d'État à l'État plateforme***

Pierre Pezziardi et Henri Verdier, janvier 2017, 52 pages

***Vers la souveraineté numérique***

Farid Gueham, janvier 2017, 44 pages

***Repenser notre politique commerciale***

Laurence Daziano, janvier 2017, 48 pages

***Mesures de la pauvreté, mesures contre la pauvreté***

Julien Damon, décembre 2016, 40 pages

***L'Autriche des populistes***

Patrick Moreau, novembre 2016, 72 pages

***L'Europe face aux défis du pétro-solaire***

Albert Bressand, novembre 2016, 52 pages

***Le Front national en campagnes. Les agriculteurs et le vote FN***

Eddy Fougier et Jérôme Fourquet, octobre 2016, 52 pages

***Innovation politique 2016***

Fondation pour l'innovation politique, PUF, octobre 2016, 758 pages

***Le nouveau monde de l'automobile (2) : les promesses de la mobilité électrique***

Jean-Pierre Corniou, octobre 2016, 68 pages

***Le nouveau monde de l'automobile (1) : l'impasse du moteur à explosion***

Jean-Pierre Corniou, octobre 2016, 48 pages

***L'opinion européenne en 2016***

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, septembre 2016, 224 pages

***L'individu contre l'étatisme. Actualité de la pensée libérale française (xx<sup>e</sup> siècle)***

Jérôme Perrier, septembre 2016, 52 pages

***L'individu contre l'étatisme. Actualité de la pensée libérale française (xix<sup>e</sup> siècle)***

Jérôme Perrier, septembre 2016, 52 pages

***Refonder l'audiovisuel public.***

Olivier Babeau, septembre 2016, 48 pages

***La concurrence au défi du numérique***

Charles-Antoine Schwerer, juillet 2016, 48 pages

***Portrait des musulmans d'Europe : unité dans la diversité***

Vincent Tournier, juin 2016, 68 pages

***Portrait des musulmans de France : une communauté plurielle***

Nadia Henni-Moulai, juin 2016, 48 pages



- La blockchain, ou la confiance distribuée***  
Yves Caseau et Serge Soudoplatoff, juin 2016, 48 pages
- La gauche radicale : liens, lieux et luttes (2012-2017)***  
Sylvain Boulouque, mai 2016, 56 pages
- Gouverner pour réformer : éléments de méthode***  
Erwan Le Noan et Matthieu Montjotin, mai 2016, 64 pages
- Les zadistes (2) : la tentation de la violence***  
Eddy Fougier, avril 2016, 44 pages
- Les zadistes (1) : un nouvel anticapitalisme***  
Eddy Fougier, avril 2016, 44 pages
- Régionales (2) : les partis, contestés mais pas concurrencés***  
Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, mars 2016, 52 pages
- Régionales (1) : vote FN et attentats***  
Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, mars 2016, 60 pages
- Un droit pour l'innovation et la croissance***  
Sophie Vermeille, Mathieu Kohmann et Mathieu Luinaud, février 2016, 52 pages
- Le lobbying : outil démocratique***  
Anthony Escurat, février 2016, 44 pages
- Valeurs d'islam***  
Dominique Reynié (dir.), préface par le cheikh Khaled Bentounès, PUF, janvier 2016, 432 pages
- Chiïtes et sunnites : paix impossible ?***  
Mathieu Terrier, janvier 2016, 44 pages
- Projet d'entreprise : renouveler le capitalisme***  
Daniel Hurstel, décembre 2015, 44 pages
- Le mutualisme : répondre aux défis assurantiels***  
Arnaud Chneiweiss et Stéphane Tisserand, novembre 2015, 44 pages
- L'opinion européenne en 2015***  
Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, novembre 2015, 140 pages
- La noopolitique : le pouvoir de la connaissance***  
Idriss J. Aberkane, novembre 2015, 52 pages
- Innovation politique 2015***  
Fondation pour l'innovation politique, PUF, octobre 2015, 576 pages
- Good COP21, Bad COP21 (2) : une réflexion à contre-courant***  
Albert Bressand, octobre 2015, 48 pages
- Good COP21, Bad COP21 (1) : le Kant européen et le Machiavel chinois***  
Albert Bressand, octobre 2015, 48 pages
- PME : nouveaux modes de financement***  
Mohamed Abdesslam et Benjamin Le Pendeven, octobre 2015, 44 pages
- Vive l'automobilisme ! (2). Pourquoi il faut défendre la route***  
Mathieu Flonneau et Jean-Pierre Orfeuill, octobre 2015, 44 pages
- Vive l'automobilisme ! (1). Les conditions d'une mobilité conviviale***  
Mathieu Flonneau et Jean-Pierre Orfeuill, octobre 2015, 40 pages
- Crise de la conscience arabo-musulmane***  
Malik Bezouh, septembre 2015, 40 pages
- Départementales de mars 2015 (3) : le second tour***  
Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, août 2015, 56 pages

**Départementales de mars 2015 (2) : le premier tour**

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, août 2015, 56 pages

**Départementales de mars 2015 (1) : le contexte**

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, août 2015, 44 pages

**Enseignement supérieur : les limites de la « mastérisation »**

Julien Gonzalez, juillet 2015, 44 pages

**Politique économique : l'enjeu franco-allemand**

Wolfgang Glomb et Henry d'Arcole, juin 2015, 36 pages

**Les lois de la primaire. Celles d'hier, celles de demain.**

François Bazin, juin 2015, 48 pages

**Économie de la connaissance**

Idriss J. Aberkane, mai 2015, 48 pages

**Lutter contre les vols et cambriolages : une approche économique**

Emmanuel Combe et Sébastien Daziano, mai 2015, 56 pages

**Unir pour agir : un programme pour la croissance**

Alain Madelin, mai 2015, 52 pages

**Nouvelle entreprise et valeur humaine**

Francis Mer, avril 2015, 32 pages

**Les transports et le financement de la mobilité**

Yves Crozet, avril 2015, 32 pages

**Numérique et mobilité : impacts et synergies**

Jean Coldefy, avril 2015, 36 pages

**Islam et démocratie : face à la modernité**

Mohamed Beddy Ebnou, mars 2015, 40 pages

**Islam et démocratie : les fondements**

Ahmad Al-Raysuni, mars 2015, 40 pages

**Les femmes et l'islam : une vision réformiste**

Asma Lamrabet, mars 2015, 48 pages

**Éducation et islam**

Mustapha Cherif, mars 2015, 44 pages

**Que nous disent les élections législatives partielles depuis 2012 ?**

Dominique Reynié, février 2015, 4 pages

**L'islam et les valeurs de la République**

Saad Khiari, février 2015, 44 pages

**Islam et contrat social**

Philippe Moulinet, février 2015, 44 pages

**Le soufisme : spiritualité et citoyenneté**

Bariza Khiari, février 2015, 56 pages

**L'humanisme et l'humanité en islam**

Ahmed Bouyerdene, février 2015, 56 pages

**Éradiquer l'hépatite C en France : quelles stratégies publiques ?**

Nicolas Bouzou et Christophe Marques, janvier 2015, 40 pages

**Coran, clés de lecture**

Tareq Oubrou, janvier 2015, 44 pages

**Le pluralisme religieux en islam, ou la conscience de l'altérité**

Éric Geoffroy, janvier 2015, 40 pages

**Mémoires à venir**

Dominique Reynié, janvier 2015, enquête réalisée en partenariat avec la Fondation pour la Mémoire de la Shoah, 156 pages

**La classe moyenne américaine en voie d'effritement**

Julien Damon, décembre 2014, 40 pages

**Pour une complémentaire éducation : l'école des classes moyennes**

Erwan Le Noan et Dominique Reynié, novembre 2014, 56 pages

**L'antisémitisme dans l'opinion publique française. Nouveaux éclairages**

Dominique Reynié, novembre 2014, 48 pages

**La politique de concurrence : un atout pour notre industrie**

Emmanuel Combe, novembre 2014, 48 pages

**Européennes 2014 [2] : poussée du FN, recul de l'UMP et vote breton**

Jérôme Fourquet, octobre 2014, 52 pages

**Européennes 2014 [1] : la gauche en miettes**

Jérôme Fourquet, octobre 2014, 40 pages

**Innovation politique 2014**

Fondation pour l'innovation politique, PUF, octobre 2014, 554 pages

**Énergie-climat : pour une politique efficace**

Albert Bressand, septembre 2014, 56 pages

**L'urbanisation du monde. Une chance pour la France**

Laurence Daziano, juillet 2014, 44 pages

**Que peut-on demander à la politique monétaire ?**

Pascal Salin, mai 2014, 48 pages

**Le changement, c'est tout le temps ! 1514 - 2014**

Suzanne Baverez et Jean Sinié, mai 2014, 48 pages

**Trop d'émigrés ? Regards sur ceux qui partent de France**

Julien Gonzalez, mai 2014, 48 pages

**L'opinion européenne en 2014**

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, avril 2014, 284 pages

**Taxer mieux, gagner plus**

Robin Rivaton, avril 2014, 52 pages

**L'État innovant [2] : diversifier la haute administration**

Kevin Brookes et Benjamin Le Pendeven, mars 2014, 44 pages

**L'État innovant [1] : renforcer les think tanks**

Kevin Brookes et Benjamin Le Pendeven, mars 2014, 52 pages

**Pour un new deal fiscal**

Gianmarco Monsellato, mars 2014, 8 pages

**Faire cesser la mendicité avec enfants**

Julien Damon, mars 2014, 44 pages

**Le low cost, une révolution économique et démocratique**

Emmanuel Combe, février 2014, 52 pages

**Un accès équitable aux thérapies contre le cancer**

Nicolas Bouzou, février 2014, 52 pages

**Réformer le statut des enseignants**

Luc Chatel, janvier 2014, 8 pages

***Un outil de finance sociale : les social impact bonds***

Yan de Kerouguen, décembre 2013, 36 pages

***Pour la croissance, la débureaucratiation par la confiance***

Pierre Pezziardi, Serge Soudoplatoff et Xavier Quérat-Hément, novembre 2013, 48 pages

***Les valeurs des Franciliens***

Guénaëlle Gault, octobre 2013, 36 pages

***Sortir d'une grève étudiante : le cas du Québec***

Jean-Patrick Brady et Stéphane Paquin, octobre 2013, 40 pages

***Un contrat de travail unique avec indemnités de départ intégrées***

Charles Beigbeder, juillet 2013, 8 pages

***L'opinion européenne en 2013***

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, juillet 2013, 268 pages

***La nouvelle vague des émergents : Bangladesh, Éthiopie, Nigeria, Indonésie, Vietnam, Mexique***

Laurence Daziano, juillet 2013, 40 pages

***Transition énergétique européenne : bonnes intentions et mauvais calculs***

Albert Bressand, juillet 2013, 44 pages

***La démobilité : travailler, vivre autrement***

Julien Damon, juin 2013, 44 pages

***Le Kapital. Pour rebâtir l'industrie***

Christian Saint-Étienne et Robin Rivaton, avril 2013, 40 pages

***Code éthique de la vie politique et des responsables publics en France***

Les Arvernes, Fondation pour l'innovation politique, avril 2013, 12 pages

***Les classes moyennes dans les pays émergents***

Julien Damon, avril 2013, 38 pages

***Innovation politique 2013***

Fondation pour l'innovation politique, PUF, janvier 2013, 652 pages

***Relancer notre industrie par les robots (2) : les stratégies***

Robin Rivaton, décembre 2012, 40 pages

***Relancer notre industrie par les robots (1) : les enjeux***

Robin Rivaton, décembre 2012, 52 pages

***La compétitivité passe aussi par la fiscalité***

Aldo Cardoso, Michel Didier, Bertrand Jacquillat, Dominique Reynié et Grégoire Sentilhes, décembre 2012, 20 pages

***Une autre politique monétaire pour résoudre la crise***

Nicolas Goetzmann, décembre 2012, 40 pages

***La nouvelle politique fiscale rend-elle l'ISF inconstitutionnel ?***

Aldo Cardoso, novembre 2012, 12 pages

***Fiscalité : pourquoi et comment un pays sans riches est un pays pauvre ...***

Bertrand Jacquillat, octobre 2012, 40 pages

***Youth and Sustainable Development***

Fondapol/Nomadéis/United Nations, juin 2012, 80 pages

***La philanthropie. Des entrepreneurs de solidarité***

Francis Charhon, mai / juin 2012, 44 pages

***Les chiffres de la pauvreté : le sens de la mesure***

Julien Damon, mai 2012, 40 pages

- Libérer le financement de l'économie***  
Robin Rivaton, avril 2012, 40 pages
- L'épargne au service du logement social***  
Julie Merle, avril 2012, 40 pages
- L'opinion européenne en 2012***  
Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, mars 2012, 210 pages
- Valeurs partagées***  
Dominique Reynié (dir.), PUF, mars 2012, 362 pages
- Les droites en Europe***  
Dominique Reynié (dir.), PUF, février 2012, 552 pages
- Innovation politique 2012***  
Fondation pour l'innovation politique, PUF, janvier 2012, 648 pages
- L'école de la liberté : initiative, autonomie et responsabilité***  
Charles Feuillerade, janvier 2012, 36 pages
- Politique énergétique française (2) : les stratégies***  
Rémy Prud'homme, janvier 2012, 40 pages
- Politique énergétique française (1) : les enjeux***  
Rémy Prud'homme, janvier 2012, 48 pages
- Révolution des valeurs et mondialisation***  
Luc Ferry, janvier 2012, 36 pages
- Quel avenir pour la social-démocratie en Europe ?***  
Sir Stuart Bell, décembre 2011, 36 pages
- La régulation professionnelle : des règles non étatiques pour mieux responsabiliser***  
Jean-Pierre Teyssier, décembre 2011, 36 pages
- L'hospitalité : une éthique du soin***  
Emmanuel Hirsch, décembre 2011, 32 pages
- 12 idées pour 2012***  
Fondation pour l'innovation politique, décembre 2011, 110 pages
- Les classes moyennes et le logement***  
Julien Damon, décembre 2011, 40 pages
- Réformer la santé : trois propositions***  
Nicolas Bouzou, novembre 2011, 32 pages
- Le nouveau Parlement : la révision du 23 juillet 2008***  
Jean-Félix de Bujadoux, novembre 2011, 40 pages
- La responsabilité***  
Alain-Gérard Slama, novembre 2011, 32 pages
- Le vote des classes moyennes***  
Élisabeth Dupoirier, novembre 2011, 40 pages
- La compétitivité par la qualité***  
Emmanuel Combe et Jean-Louis Mucchielli, octobre 2011, 32 pages
- Les classes moyennes et le crédit***  
Nicolas Pécourt, octobre 2011, 32 pages
- Portrait des classes moyennes***  
Laure Bonneval, Jérôme Fourquet et Fabienne Gomant, octobre 2011, 36 pages
- Morale, éthique, déontologie***  
Michel Maffesoli, octobre 2011, 40 pages

***Sortir du communisme, changer d'époque***

Stéphane Courtois (dir.), PUF, octobre 2011, 672 pages

***L'énergie nucléaire après Fukushima : incident mineur ou nouvelle donne ?***

Malcolm Grimston, septembre 2011, 16 pages

***La jeunesse du monde***

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, septembre 2011, 132 pages

***Pouvoir d'achat : une politique***

Emmanuel Combe, septembre 2011, 52 pages

***La liberté religieuse***

Henri Madelin, septembre 2011, 36 pages

***Réduire notre dette publique***

Jean-Marc Daniel, septembre 2011, 40 pages

***Écologie et libéralisme***

Corine Pelluchon, août 2011, 40 pages

***Valoriser les monuments historiques : de nouvelles stratégies***

Wladimir Mitrofanoff et Christiane Schmuckle-Mollard, juillet 2011, 28 pages

***Contester les technosciences : leurs raisons***

Eddy Fougier, juillet 2011, 40 pages

***Contester les technosciences : leurs réseaux***

Sylvain Boulouque, juillet 2011, 36 pages

***La fraternité***

Paul Thibaud, juin 2011, 36 pages

***La transformation numérique au service de la croissance***

Jean-Pierre Corniou, juin 2011, 52 pages

***L'engagement***

Dominique Schnapper, juin 2011, 32 pages

***Liberté, Égalité, Fraternité***

André Glucksmann, mai 2011, 36 pages

***Quelle industrie pour la défense française ?***

Guillaume Lagane, mai 2011, 26 pages

***La religion dans les affaires : la responsabilité sociale de l'entreprise***

Aurélien Acquier, Jean-Pascal Gond et Jacques Igalens, mai 2011, 44 pages

***La religion dans les affaires : la finance islamique***

Lila Guermas-Sayegh, mai 2011, 36 pages

***Où en est la droite ? L'Allemagne***

Patrick Moreau, avril 2011, 56 pages

***Où en est la droite ? La Slovaquie***

Étienne Boisserie, avril 2011, 40 pages

***Qui détient la dette publique ?***

Guillaume Leroy, avril 2011, 36 pages

***Le principe de précaution dans le monde***

Nicolas de Sadeleer, mars 2011, 36 pages

***Comprendre le Tea Party***

Henri Hude, mars 2011, 40 pages

***Où en est la droite ? Les Pays-Bas***

Niek Pas, mars 2011, 36 pages

***Productivité agricole et qualité des eaux***

Gérard Morice, mars 2011, 44 pages

***L'Eau : du volume à la valeur***

Jean-Louis Chaussade, mars 2011, 32 pages

***Eau : comment traiter les micropolluants ?***

Philippe Hartemann, mars 2011, 38 pages

***Eau : défis mondiaux, perspectives françaises***

Gérard Payen, mars 2011, 62 pages

***L'irrigation pour une agriculture durable***

Jean-Paul Renoux, mars 2011, 42 pages

***Gestion de l'eau : vers de nouveaux modèles***

Antoine Frérot, mars 2011, 32 pages

***Où en est la droite ? L'Autriche***

Patrick Moreau, février 2011, 42 pages

***La participation au service de l'emploi et du pouvoir d'achat***

Jacques Perche et Antoine Pertinax, février 2011, 32 pages

***Le tandem franco-allemand face à la crise de l'euro***

Wolfgang Glomb, février 2011, 38 pages

***2011, la jeunesse du monde***

Dominique Reynié (dir.), janvier 2011, 88 pages

***L'opinion européenne en 2011***

Dominique Reynié (dir.), Édition Lignes de Repères, janvier 2011, 254 pages

***Administration 2.0***

Thierry Weibel, janvier 2011, 48 pages

***Où en est la droite ? La Bulgarie***

Antony Todorov, décembre 2010, 32 pages

***Le retour du tirage au sort en politique***

Gil Delannoï, décembre 2010, 38 pages

***La compétence morale du peuple***

Raymond Boudon, novembre 2010, 30 pages

***L'Académie au pays du capital***

Bernard Belloc et Pierre-François Mourier, PUF, novembre 2010, 222 pages

***Pour une nouvelle politique agricole commune***

Bernard Bachelier, novembre 2010, 30 pages

***Sécurité alimentaire : un enjeu global***

Bernard Bachelier, novembre 2010, 30 pages

***Les vertus cachées du low cost aérien***

Emmanuel Combe, novembre 2010, 40 pages

***Innovation politique 2011***

Fondation pour l'innovation politique, PUF, novembre 2010, 676 pages

***Défense : surmonter l'impasse budgétaire***

Guillaume Lagane, octobre 2010, 34 pages

***Où en est la droite ? L'Espagne***

Joan Marcet, octobre 2010, 34 pages

***Les vertus de la concurrence***

David Sraer, septembre 2010, 44 pages

***Internet, politique et coproduction citoyenne***

Robin Berjon, septembre 2010, 32 pages

***Où en est la droite ? La Pologne***

Dominika Tomaszewska-Mortimer, août 2010, 42 pages

***Où en est la droite ? La Suède et le Danemark***

Jacob Christensen, juillet 2010, 44 pages

***Quel policier dans notre société ?***

Mathieu Zagrodzki, juillet 2010, 28 pages

***Où en est la droite ? L'Italie***

Sofia Ventura, juillet 2010, 36 pages

***Crise bancaire, dette publique : une vue allemande***

Wolfgang Glomb, juillet 2010, 28 pages

***Dette publique, inquiétude publique***

Jérôme Fourquet, juin 2010, 32 pages

***Une régulation bancaire pour une croissance durable***

Nathalie Janson, juin 2010, 36 pages

***Quatre propositions pour rénover notre modèle agricole***

Pascal Perri, mai 2010, 32 pages

***Régionales 2010 : que sont les électeurs devenus ?***

Pascal Perrineau, mai 2010, 56 pages

***L'opinion européenne en 2010***

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, mai 2010, 245 pages

***Pays-Bas : la tentation populiste***

Christophe de Voogd, mai 2010, 43 pages

***Quatre idées pour renforcer le pouvoir d'achat***

Pascal Perri, avril 2010, 30 pages

***Où en est la droite ? La Grande-Bretagne***

David Hanley, avril 2010, 34 pages

***Renforcer le rôle économique des régions***

Nicolas Bouzou, mars 2010, 30 pages

***Réduire la dette grâce à la Constitution***

Jacques Delpla, février 2010, 54 pages

***Stratégie pour une réduction de la dette publique française***

Nicolas Bouzou, février 2010, 30 pages

***Iran : une révolution civile ?***

Nader Vahabi, novembre 2009, 19 pages

***Où va la politique de l'église catholique ? D'une querelle du libéralisme à l'autre***

Émile Perreau-Saussine, octobre 2009, 26 pages

***Agir pour la croissance verte***

Valéry Morron et Déborah Sanchez, octobre 2009, 11 pages

***L'économie allemande à la veille des législatives de 2009***

Nicolas Bouzou et Jérôme Duval-Hamel, septembre 2009, 10 pages

***Élections européennes 2009 : analyse des résultats en Europe et en France***

Corinne Deloy, Dominique Reynié et Pascal Perrineau, septembre 2009, 32 pages



***Retour sur l'alliance soviéto-nazie, 70 ans après***

Stéphane Courtois, juillet 2009, 16 pages

***L'État administratif et le libéralisme. Une histoire française***

Lucien Jaume, juin 2009, 12 pages

***La politique européenne de développement :  
une réponse à la crise de la mondialisation ?***

Jean-Michel Debrat, juin 2009, 12 pages

***La protestation contre la réforme du statut des enseignants-chercheurs :  
défense du statut, illustration du statu quo.***

Suivi d'une discussion entre l'auteur et Bruno Bensasson

David Bonneau, mai 2009, 20 pages

***La lutte contre les discriminations liées à l'âge en matière d'emploi***

Élise Muir (dir.), mai 2009, 64 pages

***Quatre propositions pour que l'Europe ne tombe pas dans le protectionnisme***

Nicolas Bouzou, mars 2009, 12 pages

***Après le 29 janvier : la fonction publique contre la société civile ?***

***Une question de justice sociale et un problème démocratique***

Dominique Reynié, mars 2009, 22 pages

***La réforme de l'enseignement supérieur en Australie***

Zoe McKenzie, mars 2009, 74 pages

***Les réformes face au conflit social***

Dominique Reynié, janvier 2009, 14 pages

***L'opinion européenne en 2009***

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, mars 2009, 237 pages

***Travailler le dimanche : qu'en pensent ceux qui travaillent le dimanche ?***

Sondage, analyse, éléments pour le débat

Dominique Reynié, janvier 2009, 18 pages

***Stratégie européenne pour la croissance verte***

Elvire Fabry et Damien Tresallet (dir.), novembre 2008, 124 pages

***Défense, immigration, énergie : regards croisés franco-allemands  
sur trois priorités de la présidence française de l'UE***

Elvire Fabry, octobre 2008, 35 pages

**Retrouvez notre actualité et nos publications sur [fondapol.org](http://fondapol.org)**

# SOUTENEZ LA FONDATION POUR L'INNOVATION POLITIQUE !

Pour renforcer son indépendance et conduire sa mission d'utilité publique, la Fondation pour l'innovation politique, institution de la société civile, a besoin du soutien des entreprises et des particuliers. Ils sont invités à participer chaque année à la convention générale qui définit ses orientations. La Fondation pour l'innovation politique les convie régulièrement à rencontrer ses équipes et ses conseillers, à discuter en avant-première de ses travaux, à participer à ses manifestations.

*Reconnue d'utilité publique par décret en date du 14 avril 2004, la Fondation pour l'innovation politique peut recevoir des dons et des legs des particuliers et des entreprises.*

## **Vous êtes une entreprise, un organisme, une association**

Avantage fiscal : votre entreprise bénéficie d'une réduction d'impôt de 60 % à imputer directement sur l'IS (ou le cas échéant sur l'IR), dans la limite de 5% du chiffre d'affaires HT (report possible durant 5 ans) (art. 238 bis du CGI).

Dans le cas d'un don de 20 000 €, vous pourrez déduire 12 000 € d'impôt, votre contribution aura réellement coûté 8 000 € à votre entreprise.

## **Vous êtes un particulier**

Avantages fiscaux : au titre de l'IR, vous bénéficiez d'une réduction d'impôt de 66 % de vos versements, dans la limite de 20 % du revenu imposable (report possible durant 5 ans); au titre de l'IFI, vous bénéficiez d'une réduction d'impôt de 75 % de vos dons versés, dans la limite de 50 000 €.

Dans le cas d'un don de 1 000 €, vous pourrez déduire 660 € de votre IR ou 750 € de votre IFI. Pour un don de 5 000 €, vous pourrez déduire 3 300 € de votre IR ou 3 750 € de votre IFI.

**contact : Anne Flambert +33 (0)1 47 53 67 09 [anne.flambert@fondapol.org](mailto:anne.flambert@fondapol.org)**



# CHANGEMENTS DE PARADIGME

Par Josef KONVITZ

Une ou deux fois par siècle, une crise majeure provoque un changement de paradigme, une transformation de l'ensemble des règles et des hypothèses qui régissent les systèmes économiques et sociaux. Cela se produit lorsque les solutions qui ont fonctionné par le passé ne sont plus efficaces et lorsque de nouveaux problèmes menacent de submerger les institutions sociales et politiques. Un changement de paradigme est un processus lourd qui s'étale sur une période de vingt-cinq à trente ans, période suivie de plusieurs décennies durant lesquelles domine un nouvel ensemble de règles et d'hypothèses. Puis le schéma se répète à nouveau.

Un niveau élevé d'incertitude est un excellent indicateur de la nécessité d'un changement de paradigme. Ce niveau était déjà très élevé après le *krach* financier de 2008. L'augmentation des disparités entre les revenus et entre les régions, le réchauffement climatique et les catastrophes plus fréquentes et plus coûteuses l'ont fait grimper. Lorsque la pandémie s'atténuera – et qui sait quand cela se produira ? –, nous serons vraiment en territoire inconnu. L'incertitude peut être paralysante, surtout lorsque les gouvernements sont censés réagir à plusieurs crises qui se chevauchent. Et une résolution des problèmes secteur par secteur n'apporte qu'un soulagement à court terme.

Cette note n'entend pas livrer un aperçu de ce à quoi ressemblera le prochain paradigme après la pandémie de Covid-19. Ce paradigme sera peut-être axé sur les risques environnementaux et naturels, mais personne ne le sait encore. On se penchera plutôt sur la nature des changements de paradigme, des raisons pour lesquelles les crises sont des périodes de rupture et pour lesquelles le paradigme du XX<sup>e</sup> siècle est mal adapté pour répondre aux défis du XXI<sup>e</sup> siècle, sur la nature de ces défis et la façon de mieux faire face à la transition déjà en cours.

## Les médias

[fondapol.tv](http://fondapol.tv)

**ГРОП ЛИБРАЕ**  
Une voix libérale, progressiste et européenne

**ANTHROPO  
TECHNIE**  
LES ENJEUX DE L'HUMAIN AUGMENTÉ

## Les données en open data

[data.fondapol.org](http://data.fondapol.org)



## Le site internet

[fondapol.org](http://fondapol.org)



978 2 36408 238 0

ISBN : 978-2-36408-238-0